



SOMMET MONDIAL SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Rome, 16-18 novembre 2009

ALLOCUTION D'OUVERTURE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FAO

Monsieur le Président du Sénat de la République italienne,

Vos Majestés,

Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de gouvernement,

Monsieur le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies,

Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs les ministres et chefs de délégation,

Chers collègues, chefs des Secrétariats du PAM et du FIDA,

Mesdames et Messieurs les chefs de secrétariat d'organisations internationales et régionales,

Monsieur le Maire de Rome,

Mesdames et Messieurs les ambassadeurs,

Mesdames, Messieurs,

Nous en sommes arrivés à un milliard de personnes qui souffrent de la faim. Autrement dit, une personne sur six dans le monde est touchée. Un milliard de personnes, ce sont 105 millions de plus qu'en 2008. Ce sont cinq enfants qui meurent de faim toutes les 30 secondes. Mais au-delà des chiffres, la faim est une souffrance pour chacun de ces êtres, qu'il s'agisse d'un enfant que l'on aime, d'une mère, d'un père, d'un frère, d'une sœur, d'un membre de la famille, d'un ami ou d'un voisin.

Tel est notre terrible bilan, alors même que les miracles de la technologie nous permettent d'aller sur la lune et dans des stations spatiales. J'observe avec beaucoup de tristesse qu'il a fallu que des « émeutes de la faim », avec leur cortège de morts et de blessés, éclatent dans 22 pays de tous les continents en 2007 et 2008, mettant en péril la stabilité des gouvernements et la paix et la sécurité du monde, pour que le problème de la faim suscite une profonde inquiétude. Malheureusement, la sécurité alimentaire, supplantée par d'autres problèmes qui occupent maintenant le devant de la

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

scène, n'est plus au premier plan au moment précis où tous les nuages noirs qui avaient abouti à la crise précédente recommencent à s'accumuler.

Pour faire en sorte de sensibiliser l'opinion publique au sort que connaissent un milliard de personnes qui souffrent de la faim dans le monde et à la fin tragique, tous les six secondes, d'un bébé due à l'inanition, une spot vidéo a été préparé, un site web a été créé spécialement et la FAO a lancé un appel à la grève de la faim. J'espère que nous pouvons compter sur les responsables et les délégations ici présents pour aider à diffuser ces messages de sensibilisation, une fois de retour dans leur pays.

Il faut que la production vivrière augmente de 70 pour cent dans le monde et double dans les pays en développement pour que soient satisfaits les besoins alimentaires d'une population mondiale qui devrait atteindre 9,1 milliards de personnes en 2050, tâche d'autant plus difficile que plusieurs problèmes sont apparus récemment en particulier le changement climatique et l'urbanisation rapide.

Le Forum d'experts de haut niveau sur le thème "Nourrir le monde en 2050", organisé par la FAO les 12 et 13 octobre 2009, qui rassemblait 300 experts de diverses disciplines parmi les meilleurs venus du monde entier, a conclu que la planète peut se nourrir pour autant que les décisions prises soient respectées et que les ressources nécessaires soient effectivement mobilisées.

Dans certains pays développés, deux à quatre pour cent de la population parviennent à produire assez pour nourrir tout le pays et à dégager un excédent exportable, alors que dans la plupart des pays en développement, la mobilisation de 60 à 80 pour cent de la population ne permet pas de nourrir toute les bouches.

C'est le sous-investissement dans l'agriculture des pays en développement qui constitue la cause profonde de la faim et de la malnutrition. La part de l'aide publique totale au développement qui est affectée à l'agriculture, forêts et pêches comprises, est tombée de 19 pour cent en 1980 à environ 5 pour cent aujourd'hui. En 2004, les pays à prédominance agricole consacraient 4 pour cent de leurs dépenses publiques nationales à ce secteur, c'est-à-dire beaucoup moins que les 10 pour cent que l'Asie avait alloués à l'agriculture lors de son bond en avant des années 70.

Pour que la faim disparaisse de la planète, il faut que 44 milliards de dollars d'aide officielle au développement soient investis chaque année dans des infrastructures, des technologies et des intrants modernes. Et que sont 44 milliards de dollars si on les compare aux 365 milliards qui ont été consacrés au soutien à la production agricole dans les pays de l'OCDE en 2007 et aux 1 340 milliards de dépenses militaires mondiales pour cette même année?

À cet égard, le changement de politique en faveur d'un accroissement de la production des petits agriculteurs dans les pays en développement à déficit vivrier, que la FAO prônait depuis des années, auquel on a assisté en juillet dernier à la réunion du G8 de l'Aquila, est un signe encourageant. La Déclaration commune sur la sécurité alimentaire mondiale énonçait également la décision de mobiliser 20 milliards de dollars sur trois ans. Malheureusement, ces annonces sont restées à l'état de promesses et ne se sont pas encore matérialisées sous forme de mise en place d'un financement concret pour des intrants, du matériel et des infrastructures pour la campagne agricole qui commence dès mars prochain dans l'hémisphère Nord.

Bien entendu, les pays en développement eux-mêmes doivent consacrer à l'agriculture une plus grande part de leur budget, à la mesure de la contribution de ce secteur au PIB national, aux recettes d'exportation, à la création de revenus et à l'emploi. Pour que la faim soit éliminée, il faut que la part de l'agriculture dans les dépenses publiques des pays à faible revenu et à déficit vivrier soit portée à 10 pour cent pour l'investissement.

L'investissement privé, de sources nationale et internationale, doit être encouragé. Il faut donc mettre en place les incitations pertinentes. Et pour protéger les intérêts de toutes parties prenantes et éviter les situations d'inégalité et d'inéquité des échanges, il faut adopter et mettre en place des

lois et règlements sans ambiguïté, de préférence dans l'esprit d'un code de conduite sur les investissements agricoles dans les pays en développement.

Il faut savoir que depuis cinq ans, plusieurs pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie sont parvenus à réduire considérablement le nombre de personnes souffrant de la faim sur leurs territoires. Autrement dit, nous savons ce qu'il faut faire pour triompher de la faim et comment nous y prendre.

(Premièrement, nous devons produire localement, là où se trouvent les pauvres et les affamés.)

Mesdames, Messieurs,

De façon générale, il existe dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier des programmes et des plans de sécurité alimentaire qui n'attendent que la volonté politique et les financements nécessaires pour devenir opérationnels.

Après les sommets de 1996 et 2002, la FAO a appuyé la préparation de stratégies nationales en matière de sécurité alimentaire et de développement agricole par les ministères concernés dans 150 pays en développement ou en transition.

Entre 1994 et 2008, avec l'appui de la FAO, des programmes spéciaux pour la sécurité alimentaire ont été élaborés à l'échelle nationale et mis en œuvre dans 106 pays afin d'aider les petits agriculteurs à accroître leur productivité et leur production. Aujourd'hui, 17 vastes programmes nationaux pour la sécurité alimentaire sont opérationnels et la formulation de 30 autres programmes est en bonne voie. Dans le cadre des unions économiques régionales, douze programmes pour la sécurité alimentaire ont été préparés afin d'encourager les échanges internationaux en mettant un accent particulier sur la qualité et la sécurité sanitaire des aliments. Tous ces programmes bénéficient de la coopération Sud-Sud qui a été lancée en 1996 et a permis de mobiliser 1 477 experts et techniciens de terrain afin de stimuler les échanges de données d'expérience entre pays en développement.

En juillet 2003, le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), préparé avec l'appui de la FAO, a été adopté par les chefs d'État et de gouvernement à Maputo. Sa mise en œuvre nécessitait un investissement annuel de 25 milliards de dollars. Dans ce cadre, des programmes nationaux d'investissement à moyen terme et des profils de projets d'investissement bancables assortis d'un budget total de 10 milliards de dollars ont été préparés pour 51 pays africains.

De surcroît, dans le secteur de la maîtrise de l'eau pour l'agriculture et l'énergie, un portefeuille détaillé de 1 000 projets et programmes d'investissement à court, moyen et long termes a été préparé pour chacun des 53 pays africains, en accord avec les ministères concernés, et assorti d'une enveloppe totale de financement de 65 milliards de dollars, à l'occasion de la Conférence de niveau ministériel organisée par la FAO, l'Union africaine et le NEPAD à Syrte en décembre 2008.

Deuxièmement, nous devons parvenir à la sécurité alimentaire et à un développement durable.

Mais nous devons aussi assurer la sécurité alimentaire au-delà de la production. Nous devons garantir aux consommateurs la qualité et la sécurité sanitaire des aliments. Nous avons aussi besoin de nous protéger des ravageurs et des maladies des plantes et des animaux qui, souvent, ont une incidence directe sur la santé humaine. Nous devons également faire face aux situations d'urgence provoquées par des catastrophes naturelles et protéger les ressources nationales servant à la production vivrière, en vue d'en assurer la durabilité.

(Lutter contre les maladies animales)

C'est dans cette perspective que le Conseil a approuvé dès juin 1994 le Système de prévention et de réponse rapide contre les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes (EMPRES) que j'avais proposé. Celui-ci portait, à court terme, sur l'alerte et la réaction rapide et, à long terme, sur l'établissement de réseaux et de centres d'excellence pour élaborer des méthodes efficaces et durables de prévention et de lutte. Permettez-moi de citer quelques exemples.

Peste bovine: en 1994, la FAO a lancé le Programme mondial d'éradication de la peste bovine, terrible maladie qui a tué plus d'un milliard de bovins dans les années 70 et 80. Entre 1994 et 2009, quelque 170 pays et territoires sont parvenus à l'éradiquer. Nous œuvrons aujourd'hui avec l'OIE pour que le monde soit déclaré exempt de cette maladie en 2010 ou 2011. C'est la première fois qu'une maladie animale sera éradiquée dans le monde; il s'agit de la deuxième maladie de l'histoire humaine à être vaincue, après la variole.

Peste porcine africaine: la maladie s'est propagée de l'Europe à l'Afrique à la fin des années 50. Depuis 1994, la FAO a mené des projets de lutte et de prévention dans différentes régions, notamment en Afrique, dans le Caucase et en Amérique latine, assortis d'un budget total de 8 millions de dollars.

Fièvre aphteuse: malgré les alertes données par la FAO, en mars et novembre 2001, les mesures ont tardé. De ce fait, le Royaume-Uni a par conséquent dû abattre des millions de bovins, pour un coût total de 3 milliards de dollars, tandis que l'Irlande, la France et les Pays-Bas ont subi de lourdes pertes. De l'Afrique du Sud au Zimbabwe et à l'Uruguay, la maladie a provoqué des milliards de dollars de pertes. Depuis 1994, la FAO a mis en œuvre 42 projets et programmes nationaux et régionaux d'un budget total de 65 millions de dollars pour aider à lutter contre cette maladie et à l'éradiquer.

Grippe aviaire: pour éviter la dissémination du virus H5N1 chez les poulets et les canards, la FAO a adopté entre février et avril 2004 quatre projets régionaux du PCT, d'un montant total de 1,6 milliard de dollars, afin d'organiser la coopération entre 13 pays asiatiques. Mais ce n'est qu'en 2005, lorsque la maladie a gagné le Kazakhstan et la Russie en se propageant vers l'Europe, que des financements significatifs ont commencé à être débloqués. Le secteur avicole asiatique a subi quelque 50 milliards de dollars de pertes économiques. En mai 2005, la FAO a lancé une Stratégie mondiale pour le contrôle progressif de la grippe aviaire hautement pathogène, en partenariat avec l'OIE et l'OMS. Depuis le début de la flambée, au début de 2004, l'Organisation a apporté son assistance à 130 pays, sous la forme de 145 projets nationaux, régionaux et mondiaux d'un montant total de 283 millions de dollars. Grâce à ces efforts, la maladie a été éradiquée dans 55 pays sur les 60 qui étaient infectés.

H1N1: la FAO a également coopéré avec l'OMS pour faire face à la flambée du virus H1N1. Différentes actions ont été entreprises: détection rapide, surveillance et mesures de suivi visant à éviter la transmission animal-homme et, partant, la mutation possible en un virus plus mortel encore. L'Organisation a apporté un soutien financier et technique pour renforcer les capacités vétérinaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Asie du Sud-Est et en Afrique, de façon à améliorer la sécurité biologique et à apporter une réponse coordonnée et rapide.

(Protéger les plantes des ravageurs et des maladies)

Criquet pèlerin: en octobre 2003, la FAO a lancé une alerte internationale sur les risques de résurgence de criquets pèlerins en Mauritanie, au Niger et au Soudan. Il a cependant fallu attendre que les acridiens commencent à ravager les cultures pour que des mesures énergiques soient prises. En 2005, les moyens d'existence de près de 8 millions de personnes en Afrique du Nord et du Nord Ouest étaient menacés et l'on a dû épandre des pesticides chimiques sur près de 13 millions d'hectares pour mettre un terme à ce fléau. En 2006, la FAO a lancé son programme de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale. Inspiré du modèle en vigueur dans la

région centrale, qui a été lancé en 1997, il concerne neuf pays allant de la Libye au Sénégal. Récemment, hélas, l'infestation a redémarré en Mauritanie. Des opérations de lutte précoce sont en cours pour éviter d'avoir à dépenser 390 millions de dollars, comme en 2003-2005.

Ug99: cette souche de la maladie de la rouille du blé, apparue en Ouganda en 1999 et arrivée en Iran en 2007, pourrait avoir de graves répercussions sur la sécurité alimentaire. Vingt-neuf pays, qui représentent 37 pour cent de la production mondiale de blé, sont aujourd'hui touchés ou menacés. Les pertes économiques pourraient dépasser 7,5 milliards de dollars. Pour lutter contre cette menace, la FAO a lancé, avec le CIMMYT et l'ICARDA, le Programme mondial sur la rouille du blé. Celui-ci vise à compléter les efforts de recherche consacrés à la mise au point de variétés résistantes et à aider directement les pays touchés ou menacés.

(Sécurité sanitaire et qualité des aliments)

La Commission FAO/OMS du Codex Alimentarius et la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) – deux organismes internationaux normatifs reconnus par l'OMC – œuvrent pour des approvisionnements alimentaires sains et nutritifs. Plus de 320 normes, directives et codes d'usages ont été élaborés pour assurer la sécurité sanitaire des principaux produits alimentaires que nous consommons. La date de péremption apposée sur les denrées périssables figure ainsi parmi les normes qui s'appliquent dans la vie quotidienne. En outre, plus de 3 700 limites maximales de résidus ont été fixées pour divers pesticides et médicaments vétérinaires et quelque 2 000 dispositions du Code sur les additifs alimentaires et 150 limites maximales de contaminants et de toxines naturelles ont été établies.

(Préserver les ressources naturelles, la biodiversité et l'environnement)

D'importants traités et autres instruments internationaux ont été conclus sous les auspices de la FAO: le Code de conduite pour une pêche responsable (1995); le Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides révisé (2002); le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (2004); et, en coopération avec le PNUE, la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international (2004).

La FAO a également mené des actions et exécuté des programmes en faveur de la protection de l'environnement. Au cours des dix années écoulées, près de 50 millions de dollars ont été mobilisés pour aider 36 pays à éliminer les pesticides périmés et à se doter de moyens pour réduire les risques. Le Programme d'élimination des stocks de pesticides périmés en Afrique est à cet égard un exemple pour le monde entier.

Le programme pour la gestion intégrée des pesticides a permis d'accroître les rendements de cultures de première importance – notamment le riz, le coton et les cultures maraîchères – et de réduire le volume des pesticides chimiques utilisés pour ces mêmes cultures. Le programme d'école pratique d'agriculture, en particulier, a visé 10 millions de cultivateurs dans 90 pays.

En 2002, la FAO a institué un mécanisme pour les programmes forestiers nationaux, dont l'objet est d'apporter un appui aux politiques relatives à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation des effets du changement climatique. À l'heure actuelle, 70 pays et organisations régionales en bénéficient. En 2008, la FAO a institué, en collaboration avec le PNUE et le PNUD, un système de partenariat, le Programme de réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (UN-REDD), actuellement en place à titre d'essai dans neuf pays. Enfin, un système de suivi des forêts, qui doit permettre de suivre la comptabilité des crédits carbone, a été mis en place le mois dernier dans le cadre d'UN-REDD.

(Agir efficacement en cas d'urgence)

Mesdames, Messieurs,

Chaque année, quelque 200 millions de personnes sont touchées par des catastrophes naturelles. Lorsqu'une catastrophe survient, la FAO doit agir vite pour rétablir la capacité de production agricole et soutenir l'effort de relèvement.

À la suite du tsunami de 2004, dans l'océan Indien, on a mis en place l'un des plus grands programmes de relèvement jamais organisés, qui comportait 75 projets intéressant les moyens d'existence des populations vivant de la pêche, de l'agriculture et de l'exploitation des forêts et dont on bénéficié plusieurs pays, à savoir: l'Indonésie, les Maldives, le Myanmar, les Seychelles, la Somalie, Sri Lanka et la Thaïlande.

Sur la période 2008-2009, la FAO a dirigé 468 opérations d'urgence dans 96 pays pour un montant total de 632 millions de dollars, opérations qui ont été financées presque entièrement à l'aide de contributions volontaires.

Un autre programme, mis en place en décembre 2007, l'initiative contre la flambée des prix alimentaires, a permis à des agriculteurs pauvres des pays en développement de se procurer des semences, des engrais, des aliments pour leurs bêtes et d'autres intrants. Ces projets, d'une valeur totale de près de 400 millions de dollars, ont été exécutés dans 93 pays. Ces projets ont été financés sur les ressources de la FAO et au moyen de fonds d'affectation spéciale alimentés par des contributions volontaires. A ce propos, je tiens à remercier l'Union européenne de la généreuse contribution (285 millions de dollars) qu'elle a apportée à cette initiative via la Facilité alimentaire.

(Prévention, planification préalable et alerte rapide)

Grâce à son Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture, la FAO a pu lancer l'alerte lorsque des risques de pénurie alimentaire et d'autres situations d'urgence se sont présentés. Elle diffuse des informations utiles sur les tendances du développement agricole et sur les questions de fond, ainsi que des analyses et des projections, et tient à jour des bases de données.

C'est pourquoi, dès septembre 2007, la FAO a pu mettre en garde la communauté internationale, au moyen de communiqués de presse, d'annonces sur l'Internet, d'articles de journaux, d'interviews et autres, contre le risque que la flambée des prix ne provoque une crise alimentaire mondiale.

Mesdames, Messieurs,

Je viens d'évoquer quelques-unes seulement des actions qu'a menées la FAO, bien que depuis 1994 ses ressources ordinaires aient diminué de 22 pour cent et que son personnel ait été réduit de 32 pour cent et alors même qu'au cours de la même période, elle est passée de 169 à 192 membres et que ses activités sur le terrain, en faveur des petits exploitants, se sont développées.

Les experts indépendants auteurs du rapport d'évaluation externe ont souligné que *dans certains cercles, on se faisait une idée fautive de la taille et des ressources de la FAO*. L'Organisation dispose d'un effectif total – au Siège et sur le terrain, dans toutes les régions du monde – de 3 770 personnes, et d'un budget ordinaire annuel de 500 millions de dollars. Il est à noter que les contributions volontaires, qui servent à financer les projets, ont augmenté; elles devraient atteindre 1 milliard de dollars en 2009.

La FAO a engagé une réforme dès 1994, puis en 2004. En 2006, à l'issue d'une évaluation externe rigoureusement indépendante, elle a entrepris une réforme parmi les plus radicales qu'ait effectué un organisme des Nations Unies à l'initiative des États Membres, dans le but de se muer en une organisation plus efficace et plus efficiente. Aujourd'hui, elle met à exécution le Plan d'action immédiate pour le renouveau de l'Organisation, approuvé par ses organes directeurs pour la période 2009-2011.

(Enfin, nous devons mettre en place une gouvernance efficace et efficiente.)

Le document sur la réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), adopté le mois dernier par consensus, représente un progrès important pour la gouvernance de la sécurité alimentaire. Le nouveau CSA deviendra, en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, la plate-forme internationale et intergouvernementale élargie incontournable aux niveaux mondial, national et local. Le secrétariat du CSA, situé au Siège de la FAO et dirigé par un secrétaire de la FAO, comptera des fonctionnaires détachés des institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome (PAM et FIDA). Des dispositions complémentaires et des modifications seront sans doute décidées en plénière, lors de la session du CSA de 2011.

Un groupe d'experts de haut niveau communiquera au CSA des analyses scientifiques et des synthèses de la plus haute qualité, qui garantiront la crédibilité des décisions.

L'instance devra également jouir d'une légitimité politique et compter des représentants gouvernementaux de niveau ministériel, avec notamment la participation de ministres de la coopération et du développement.

Mesdames, Messieurs,

Je vais maintenant, comme convenu, m'exprimer au nom des trois institutions des Nations Unies qui ont leur siège à Rome et dont la mission est de s'atteler à la sécurité alimentaire. Kanayo Nwanze, Président du FIDA, Josette Sheeran, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial et moi-même avons conscience de la responsabilité qui nous incombe pour, ensemble, placer cette question au premier rang des priorités de la communauté internationale. Le 4 novembre, nous avons eu une réunion historique avec l'ensemble de nos hauts fonctionnaires.

Nous avons, la semaine dernière, arrêté avec l'aval des conseils des trois institutions une stratégie de coopération renforcée. Fruit de deux années de travail, cette stratégie combine nos atouts uniques pour former un ensemble plus efficace qui s'appuie sur près de 400 actions de coopération dans plus de 70 pays. Cette approche globale rassemble les compétences et les capacités de la FAO, du FIDA et du PAM dans les domaines de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, de la gestion des ressources naturelles, du financement destiné aux pays en développement et des petites exploitations. Elle apporte également des solutions efficaces en matière de lutte contre la faim et de nutrition, au bénéfice des populations les plus vulnérables. Ainsi, nous aidons les pays du monde à mettre en œuvre des stratégies globales de sécurité alimentaire. Notre collaboration vise à assurer la sécurité alimentaire en renforçant la production agricole et en élargissant l'accès à l'alimentation, au moyen de mesures d'urgence et de filets de sécurité.

Avant de conclure, je tiens à remercier chaleureusement les participants à ce Sommet, en particulier Sa Sainteté le Pape Benoît XVI et les chefs d'État et de gouvernement qui, malgré leurs lourdes obligations, ont choisi de donner la priorité à un rassemblement mondial destiné à améliorer la situation des personnes souffrant de la faim, qui sont aujourd'hui un milliard.

Je souhaite remercier l'Italie, pays hôte, de sa grande hospitalité. Je tiens également à exprimer ma gratitude à tous ceux qui ont apporté un appui financier à ce Sommet, en particulier à Sa Majesté Abdallah bin Abdelaziz Al Saoud, Roi d'Arabie saoudite et Serviteur des deux Saintes

Mosquées, sans le don duquel cet évènement, entièrement financé par des contributions au fonds fiduciaire hors budget ordinaire de la FAO, n'aurait pu se tenir.

Je voudrais également saluer les Premières Dames du Mouvement des non alignés qui ont tenu hier, à l'occasion du Sommet, une réunion au siège de la FAO, présidée avec talent par Mme Suzanne Mubarak, Première Dame de la République Arabe d'Égypte. Un message élaboré lors de cette réunion sera lu en son nom en séance plénière.

Mesdames, Messieurs,

En adoptant aujourd'hui la Déclaration préparée par les États Membres et en s'assurant qu'elle se traduise de manière concrète par l'amélioration des conditions de vie des pauvres et des affamés du monde entier, dont 70 pour cent vivent en zone rurale, nous allons franchir une étape historique vers la réalisation de notre objectif: un monde libéré de la faim.

Je vous remercie de votre attention.